

Perspectives

Apéridique – n°23/094 – 30 mars 2023

Le point de vue

Le spectre de la crise politique plane de nouveau en Thaïlande

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale le 20 mars dernier par le Premier ministre, Prayuth Chan-o-cha, la Thaïlande a renoué avec l'instabilité politique qui la caractérise depuis le dernier coup d'État de 2014.

Les prochaines élections législatives doivent en principe se tenir avant le 14 mai et verront s'affronter le parti de la junte militaire, dirigé par l'actuel Premier ministre et ancien général, candidat à sa réélection, avec le parti Pheu Thai de l'ancien Premier ministre, Thaksin Shinawatra. Ce dernier, renversé par un coup d'État en 2006, et depuis en exil au Cambodge, a placé sa fille Paetongtarn à la tête du clan. Sa sœur Yingluck avait quant à elle dirigé le pays entre 2011 et 2014.

Très populaire dans le Nord-Est du pays et disposant d'un vaste soutien parmi la classe moyenne, le retour au pouvoir du clan Thaksin n'est pourtant pas acquis en raison des modifications législatives apportées par la junte. Après le coup d'État de 2014, puis le putsch de 2019, les généraux ont imposé dans la constitution qu'une majorité permanente leur soit garantie au Sénat, ce qui complique la nomination d'un Premier ministre non soutenu par les militaires.

Malgré ses victoires à toutes les dernières élections législatives, le clan Thaksin n'a donc pas réussi à revenir au pouvoir, car sa majorité à la Chambre basse n'était pas suffisante pour compenser celle des militaires au Sénat. Pour espérer la victoire, il leur faudra remporter 376 sièges sur 500.

Mais, cette fois-ci, le contexte est un peu différent car le général Prayuth pourrait être victime de scissions au sein de la junte : une seconde formation dirigée par Prawit Wongsuwan, 77 ans, actuel vice-premier ministre et ancien commandant en chef de l'Armée royale, se présente également. Il menace même d'une alliance avec le camp Thaksin.

Dans le scénario – toujours probable – où Pheu Thai remporterait les élections mais sans la majorité nécessaire pour récupérer le poste de Premier ministre, le pays se retrouverait de nouveau dans une impasse politique. Les militaires garderaient certes le pouvoir, mais seraient obligés de s'appuyer sur Pheu Thai pour gérer les affaires courantes, et notamment tous les aspects budgétaires.

Enfin, n'oublions pas que la Thaïlande demeure une monarchie, dans laquelle la figure du roi est élevée au rang divin et où le blasphème envers la famille royale est sévèrement puni. Bien moins populaire que son père Rama IX, le roi Rama X, en fonction depuis 2016, n'a pas redoré son image en allant se confiner dans un hôtel de luxe en Allemagne, accompagné de son harem, durant une grande partie de la pandémie. Des manifestations avaient éclaté en juillet 2020 afin de réclamer la fin de la monarchie constitutionnelle, jugée trop autoritaire et accusée de trop de complaisance envers les militaires et la répression politique mise en place par la junte. Alors que la campagne en vue des futures élections débute à peine, le roi n'a cependant affiché aucun soutien officiel.

Soutenir la reprise

Pourtant, c'est bien de stabilité dont le pays aurait besoin, après une série de chocs. Le premier a bien sûr été celui du Covid, qui a mis à terre le secteur touristique.

Alors que la Thaïlande accueillait 40 millions de visiteurs par an en 2019, les flux se sont effondrés en 2020 et 2021. La réouverture des frontières en 2022 a donné un peu d'air, avec environ 12 millions de touristes. Les autorités en espèrent environ 25 millions en 2023. La grande question reste celle du retour des touristes chinois, qui représentaient jusqu'à un tiers du total avant la pandémie.

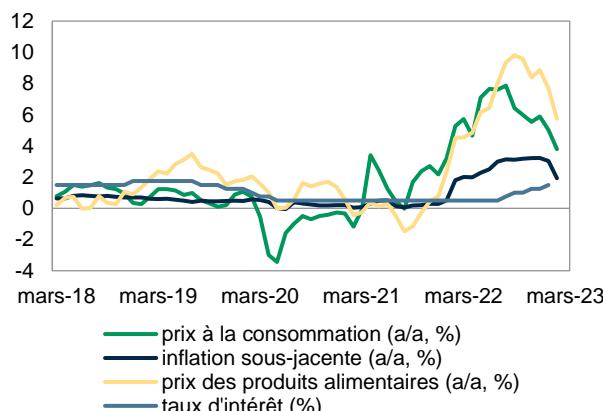
Deuxième choc, celui de la hausse du prix des matières premières, notamment alimentaires et énergétiques, qui est venue alimentée l'inflation à partir de début 2022. Après un pic à 7,9% en août, l'inflation a commencé à décélérer, et atteignait 3,8% en février.

Heureusement pour la banque centrale, la hausse des prix volatils ne s'est pas transmise à l'inflation sous-jacente, demeurée à des niveaux assez modérés, et surtout très stables, autour de 3%. Cela lui a permis de relever ses taux de manière extrêmement lente et graduelle (+100pb depuis juillet, par palier de 25pb), et donc de mieux résister face aux contraintes liées au resserrement monétaire américain.

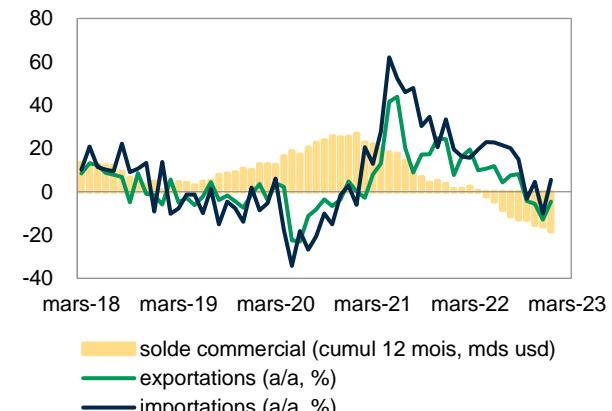
Conséquence directe de la hausse des matières premières – importées – et de la baisse du nombre de touristes, les équilibres extérieurs se sont détériorés. Le solde courant, historiquement excédentaire grâce à la manne touristique, est devenu déficitaire en 2021 (-2,2% du PIB) et 2022 (-0,5% du PIB). Le solde commercial enregistre également un déficit qui continue de se creuser depuis mars 2022.

Le retour des touristes, qui a déjà permis de soutenir le baht qui s'est réapprécié face au dollar depuis octobre, devrait aussi conduire le pays à dégager un excédent courant cette année.

Thaïlande : inflation



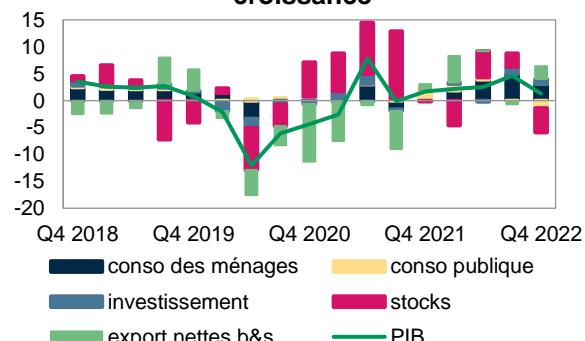
Thaïlande : balance commerciale



Au final, la croissance devrait accélérer en 2023, pour atteindre 3,7%, après 1,5% en 2021 et 2,8% en 2022, soutenue par la reprise de la consommation des ménages et des exportations de services.

Mais ce scénario repose évidemment sur l'hypothèse que le processus électoral aboutisse et que son résultat, quel qu'il soit, soit accepté par les différents camps. Même si les destinations les plus touristiques – les plages et les îles du Sud – ne sont pas celles dans lesquelles la contestation pourrait être la plus forte, les visiteurs internationaux pourraient modifier leurs plans de vacances en raison d'un contexte politique trop instable. ■

Thaïlande : contribution à la croissance



☒ Notre opinion – *La vie politique thaïlandaise n'est pas de tout repos : depuis 1990, le pays a dû faire face à trois coups d'État, en 1991, 2006 et 2014. L'implication de l'armée dans la sphère politique, l'absolutisme de la monarchie et la prédominance d'un seul grand parti d'opposition contribuent à cette instabilité chronique. Pourtant, c'est bien de stabilité dont la Thaïlande aurait besoin pour tirer son épingle du jeu dans une zone en pleine mutation, où les opportunités liées aux recompositions de certaines chaînes de valeur vont conduire les États à une concurrence acharnée pour attirer de nouveaux investisseurs. Dans ce cadre, l'absence de visibilité n'est jamais un avantage.*

Sophie WIEVIORKA
sophie.wieviorka@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
29/03/2022	Slovénie – Entre résilience et fragilisation	Slovénie
28/03/2022	Parole de banques centrales – BOE : la fin du resserrement ?	Royaume-Uni
28/03/2022	Italie – Lancement du chantier de la réforme fiscale	Italie
24/03/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
23/03/2022	En Afrique de l'Ouest, cacao et déforestation vont de pair	Afrique
23/03/2022	Zone euro – Légère reprise de la production industrielle en janvier	Zone euro
22/03/2023	Chine – S'armer encore de patience	Chine
21/03/2023	Algérie – La bonne conjoncture pétrolière améliore la balance des paiements	Algérie
21/03/2023	Croatie – Une entrée réussie dans la zone euro	Croatie
20/03/2023	BCE : le débat se déplace du taux d'intérêt d'équilibre vers le concept de taux d'intérêt de stabilité financière	Zone euro
17/03/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
16/03/2023	L'industrie de défense face aux nouveaux défis sécuritaires	Sectoriel
16/03/2023	Amérique latine – Relativiser (même un peu) les effets des resserrements monétaires	Amérique latine
14/03/2023	Royaume-Uni – Après les grèves de décembre, léger rebond du PIB en janvier	Royaume-Uni
14/03/2023	UE – Application des règles budgétaires : un exercice d'équilibrisme de la Commission avec des conséquences immédiates	Europe
13/03/2023	Italie – 2022 : la croissance résiste	Italie
13/03/2023	Monnaies Numériques de Banque Centrale, une révolution monétaire en marche	Fintech

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille**Documentation :** Dominique Petit - **Statistiques :** Alexis Mayer – Jorge Mamani-Soria – Youyiming WangContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr
Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :
Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>**iPad :** application [Etudes ECO](#) disponible sur l'App store**Android :** application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.